



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 10 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 4 mai 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme MERCHADOU à M. CASTETS, Mme DUBOURG à M. GEDON, M. GABARD à M. VERDIER, M. MONMARCHON à Mme SARRAUTE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. GEDON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

3 – DEMANDE DE PROTECTION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

L'article L2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) indique que le Maire bénéficie d'une protection organisée par la Commune.

La Commune est tenue de protéger le Maire contre les violences, menaces ou outrage dont il pourrait être victime à l'occasion ou du fait de ses fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Les articles publiés sur le blog « la Gadoue » (<http://lagadoue.over-blog.com/>), sont de nature à porter atteinte à son image publique et son honneur en raison de leurs caractères diffamatoire et/ou injurieux.

En conséquence, par courrier du 11 mars 2016, Monsieur le Maire a porté plainte, auprès du Doyen des Juges d'Instruction près du Tribunal de Grande Instance de Libourne, pour le délit :

- de diffamation publique envers un citoyen chargé d'un mandat public
- d'injure publique.

Dans le cas de l'acceptation de cette demande par le conseil municipal, une déclaration sera faite auprès de l'assureur de la commune « Breteuil Assurance », qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat « assurance protection juridique ».

Il est demandé au conseil municipal :

- d'accorder la protection à Monsieur le Maire
- de prendre en charge toutes dépenses afférentes à la protection fonctionnelle et notamment les frais d'avocat et de procédure, étant précisé que les crédits seront prélevés sur le budget communal, au chapitre 011, article 6226, toute décision de classement sans suite rendant caduque l'octroi de la protection.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 12/05/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160510-30045-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

